Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE A CUBA
SERVICE ÉCONOMIQUE

LA HAVANE, LE 29 JUIN 2017

TS/MO

Brèves économiques du 16 au 29 juin 2017

Relations internationales :

- **La nouvelle politique américaine devrait élargir la liste des personnes ne pouvant recevoir de *remesas* :** Le mémorandum signé vendredi 16 juin 2017 par le président américain a demandé un élargissement de la définition des « officiels du Gouvernement cubain » ne pouvant recevoir de *remesas* (transferts particuliers) depuis les Etats-Unis : cette définition ne mentionnait en effet jusqu'à présent que les membres du Conseil des Ministres et les hauts gradés des Forces armées. Elle devrait désormais inclure entre autres les membres et employés de l'Assemblée Nationale et des assemblées provinciales, les directeurs généraux de Ministères ou autres représentants du Ministère de l'Intérieur ou des Forces Armées. Cependant la mise en œuvre de cette politique, sur un plan pratique, reste à démontrer et s'avèrera, en tout état de cause, difficile. L'impact sur le volume des transferts vers Cuba (estimé à 3,3 Mds USD, dont une très large part provient des Etats-Unis) devrait de fait être limité.

- **Réaction des entreprises américaines présentes à Cuba :** Le groupe Marriott International (propriétaire de la marque Sheraton qui administre un hôtel de La Havane appartenant aux Forces armées) a réagi dans un communiqué aux annonces du Président Trump en expliquant que les opérations planifiées à Cuba dépendront des nouvelles régulations émises par l'administration. Le groupe a également insisté sur l'investissement en ressources qu'avait représenté l'installation d'un premier hôtel de marque américaine à Cuba. AirBnB et American Airlines, les deux autres compagnies américaines ayant la plus forte présence à Cuba, ont également exprimé leur volonté de revoir leurs projets en fonction des nouvelles dispositions. Ces trois entreprises ont par ailleurs souligné que le tourisme constituait une force du changement à Cuba.

  Cependant l'Office of Foreign Assets Control (en charge de faire appliquer les mesures de l'embargo) a également publié un communiqué précisant explicitement : « En accord avec la volonté de l'Administration de ne pas affecter négativement les entreprises américaines qui réalisent des opérations commerciales avec Cuba, les opérations incluant une transaction directe avec des entités liées [aux Forces armées] seront autorisées si les accords commerciaux sous-jacents sont antérieurs à la promulgation des futurs règles de l'OFAC. »

  La Chambre de commerce des Etats-Unis, nettement favorable au développement de relations commerciales avec Cuba, a quant à elle annoncé dans un communiqué qu'elle s'engageait à poursuivre sa lutte pour éliminer « les politiques dépassées », craignant que les Etats-Unis ne cèdent des opportunités à d'autres pays qui bénéficieront de meilleures relations avec Cuba.

- **Visite d'une délégation du Minnesota :** Une délégation officielle du Minnesota s'est rendue à Cuba pour réaliser une mission de prospection dans le domaine agricole. Le Vice-gouverneur de l'Etat nord-américain, Tina Smith, a expliqué aux nombreux médias interpellés par cette visite quelques jours à peine après les annonces de changement de la politique américaine que celle-ci était planifiée depuis longtemps et que la coïncidence avec le discours de D.Trump était fortuite. La délégation était composée de représentants du monde agricole (maïs, soja, poulet), de la recherche ainsi que des membres du Congrès républicains et démocrates. Elle a pu rencontrer des responsables du Ministère de l'agriculture ainsi que de l'Association des petits agriculteurs (ANAP), avec qui elle a pu partager la volonté commune de poursuivre l'approfondissement de leur relation bilatérale. En principe les échanges commerciaux dans le domaine agricole entre les Etats-Unis et Cuba ne devraient pas être affectés par la révision de la politique américaine.

Investissements étrangers :

- **Relance de la filière du poulet :** Le directeur du département de production avicole du Ministère de l'agriculture, Alberto Rodríguez Acosta, a annoncé à la presse que la production de poulets à engraisser était sur le point d'être relancée à Cuba, grâce à la signature d'accords préliminaires - avec plusieurs entreprises

étrangères dont les noms n'ont pas été dévoilés – pour installer un module de production de 10 000 tonnes de viande de poulet, qui pourrait être répliqué sur neuf sites dans plusieurs provinces de l'Ile. Il s'agit d'un projet déjà mentionné dans le portefeuille d'investissements étrangers 2015 (Cartera de oportunidades), où l'investissement initial était estimé à 35 millions USD. A la fin des années 1980, Cuba produisait 120 000 tonnes de poulet dans la plupart des provinces du pays, mais la disparition de cette filière oblige aujourd'hui l'Ile à importer la totalité de sa consommation : près de 90 millions USD de poulet congelé ont ainsi été importés depuis les Etats-Unis en 2016.

- **Accord entre Ryanair et Air Europa pour coordonner des trajets long courrier vers les Amériques :** La compagnie aérienne *low cost* Ryanair a signé un accord avec Air Europa afin de connecter son réseau européen avec les vols long courrier de la compagnie espagnole : Ryanair pourra ainsi coordonner 50 vols européens vers Madrid pour transférer des passagers vers les vols transatlantiques de Air Europa, qui opère six vols hebdomadaires entre Madrid et La Havane. Cette dernière bénéficiera d'un doublement de ses destinations vers le Vieux Continent, avec 53 nouvelles villes européennes.

Economie cubaine :

- **Etude sur l'essor de la classe moyenne cubaine :** Le *think tank* américain Havana Consulting Group a récemment publié une étude sur la nouvelle « classe moyenne » cubaine, caractérisée par son « autonomie économique et sa capacité à entreprendre, innover et générer de la richesse ». D'après ce document, depuis 2010, cette nouvelle classe socio-économique est parvenue à créer un tissu économique fructueux, en grande partie grâce au « facteur clé » que représente l'aide perçue depuis l'étranger par l'intermédiaire des *remesas* (qui représenteraient 3,4 Mds USD en numéraire en 2016 selon le *think tank,* hors apports en nature). Sur la période 2009-2016, le niveau de ces transferts particuliers aurait par ailleurs plus que doublé.

  Les entreprises les plus lucratives seraient dans l'ordre (d'après un chiffre d'affaire « maximum » estimé pour l'année 2016) les *paladares* (1700 restaurants « privés », 693 millions de CUC), les salons de beauté (18 000 licences, 120 millions CUC), suivis de l'industrie privée du tourisme (réservations, logements et activités). Le document souligne enfin les nombreux freins au développement de ce secteur laissés en place par les autorités gouvernementales : taux d'imposition élevés, absence de marché de gros, absence de statut juridique et autres « vides » juridiques.

La donnée de la quinzaine :

- **Perspectives de croissance du tourisme :** Quinze jours après l'annonce par Donald Trump de la suppression de la catégorie de voyage individuelle « *people to people* », le directeur du développement du Ministère du tourisme, José Daniel Alonso, a annoncé que sur les 6 premiers mois de l'année 2017, 2,5 millions de visiteurs sont arrivés à Cuba, soit 22% de plus que le nombre atteint au cours du premier semestre 2016. Il a également précisé que l'objectif fixé à 4,2 millions de visiteurs pour 2017 sera atteint, sans préciser si cet objectif modeste serait dépassé. En effet en 2016 la croissance du tourisme a été de 14,5% par rapport à l'année précédente, soit 9% de plus que l'objectif alors fixé. Si à la fin de l'année le nombre de visiteurs s'élève 4,2 millions, alors le tourisme n'aura cru « que » de 5% par rapport à l'année 2016.

  Les autorités du MINTUR pourraient donc redouter les effets d'un retour à une politique contraignante d'ici la fin de l'année concernant les voyageurs américains, qui représentent déjà depuis l'année dernière le second contingent de visiteurs internationaux : leur nombre a augmenté de 145% sur la période janvier mai 2017 par rapport à la même période en 2016 (pour atteindre 285 000). Cependant le tourisme de croisière nord-américain ne sera pas affecté et pourrait compenser cet effet négatif : les autorités cubaines estiment que les croisiéristes pourraient tripler en passant de 88 000 passagers en 2016 à près de 300 000 cette année.

Service Economique
Ambassade de France à Cuba
Adresse mail : lahavane@dgtresor.gouv.fr
Site internet : www.tresor.economie.gouv.fr